

Chers gogo-contribuables, 67 milliards pour les quartiers, les migrants et le métro d'Abidjan, ça vous va ?

écrit par Yann Kempenich | 3 août 2017

Dépenses budgétaires de l'Etat : la Défense et l'Intérieur aux oubliettes. Tout pour les quartiers, les migrants et le métro d'Abidjan.

Pour faire suite à l'article de « Marcher sur des œufs » ([“Les Français au pain sec et à l'eau, mais 740 millions d'euros pour les migrants”](#)– 2 août 2017), résumons : le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin souhaite donc réaliser plus de 4,5 milliards € d'économies (1) en rognant principalement les budgets de la Défense et de l'Intérieur (en période de terrorisme aggravé, c'est judicieux !).

En revanche, notre État « en faillite » (dixit François Fillon) se permettra de dépenser :

+5 milliard € en rénovation urbaine :

La France continue à gaspiller des dizaines de milliards d'euros pour sa Politique de la Ville. En pure perte quand on voit la situation des 751 Zones Urbaines Sensibles (ZUS).

Quels sont les résultats obtenus pour ce « tonneau des Danaïdes » (Malika Sorel) ? Personne ne le sait, pas même le gouvernement.

Début 2017, 30 députés de l'Assemblée Nationale ont proposé la « création d'une commission d'enquête sur le coût et les résultats de la politique de la ville » ([Enquête](#)). Ces députés estiment que, pour « réduire les inégalités », imposer la

« mixité sociale » et lutter contre « les phénomènes d'exclusion et de discrimination », la rénovation urbaine des quartiers prioritaires a coûté **48 milliards €** entre 2005 et 2015. A ce dispositif s'ajoutent des programmes-gadget : **4,4 milliards €** de crédits « de droit commun » distribués à travers plusieurs mesures (emplois d'avenir, garantie jeunes...) et **450 millions €** pour les « contrats de ville », les programmes « Réussite éducative » et « Adultes-relais » ou l'opération « Ville, vie, vacances ».

+2,125 milliards € d'appui financier à la Côte d'Ivoire dont **1,4 milliards €** débloqués pour le métro d'Abidjan (2).

+2 milliards € pour l'accueil des « migrants » avec le traitement des dossiers des déboutés et autres frais annexes. Coût risquant d'augmenter de manière exponentielle avec l'invasion migratoire programmée (3). On estime à près de **18000€** le coût annuel par habitant d'un « migrant » (4). Dépenseriez-vous cette somme pour vos invités ? Alors pour des gens s'incrutant de force...

Quel est l'objectif comptable de Macron pour les prochaines années : 100 000 ; 500 000 ; 1 million de « migrants » à accueillir ? Que vont-ils rapporter à la société française, nul ne le sait. Il est fort à parier qu'eux et leur famille regroupés rejoindront la cohorte des chômeurs et des assistés, de ceux qui nous haïssent dans les 751 ZUS ; zones de non-droit à multiplier d'ailleurs puisque le gouvernement a décidé de les répartir dans toutes les collectivités territoriales...

Par comparaison, d'ici la fin 2020, le gouvernement allemand prévoit de dépenser quelques **93,6 milliard €** pour l'accueil des demandeurs d'asile (5).

Mais il paraît que « *ce coût ne prend pas en compte la capacité des migrants à créer des emplois et à participer à l'économie du pays , en travaillant et en payant des cotisations sociales ainsi que des impôts* » (défense de

rire !). Ainsi, pour Ferdinand Fichtner, économiste allemand à l'Institut de recherche économique, *“la politique d'accueil peut être considérée comme un immense programme de relance économique”*.

En revanche, aucun économiste ne chiffrera le coût d'une éventuelle guerre civile...

+0,75 à 1,1 milliard € d'Aide Médicale d'État (6) pour **300 000 bénéficiaires en situation irrégulière** (chiffre forcément en constante augmentation). A signaler également les **120 millions €** de dette des pays étrangers à l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) : *« Parmi les pays les plus redevables, l'Algérie arrive largement en tête, avec 31,6 millions d'euros. Elle est suivie par le Maroc (11 millions) »* (7). L'Algérie, encore et toujours elle, doit au total **600 millions €** à la France (8), somme qu'elle ne remboursera jamais : *« En l'absence de visa médical, certains Algériens viennent cependant en France avec un visa touristique. Ils se présentent alors aux urgences où, en France, on ne refuse personne. Après l'opération, nombreux sont ceux qui repartent sans régler la facture »*. C'est peut-être notre manière française de liquider la “dette coloniale”...

Et n'oublions pas les coûts du remboursement des ex-Mistral russes (**2 milliards €**), de l'annulation du projet Ecotaxe (**1 milliard €**), de l'aide à l'achat de Rafales par l'Égypte (garantie COFACE sur **2,5 milliards €** de prêts de banques françaises...), l'annulation ou l'allègement de la dette des PVD (proposition issue des « 17 objectifs de Développement Durable » du programme de l'ONU).

N'oublions pas non plus les **34 milliards €** de subventions aux 250 000 associations (9) dont **1 million €** pour la LDH, **600 000 €** pour la LICRA, **400 000 €** pour SOS Racisme etc. Chiffres difficiles à obtenir car l'État ne présente pas de comptabilité transparente en la matière. Idem pour les subventions à la Presse : plus de **387 millions €** en 2015 (10),

montant également difficile à préciser car depuis peu, « *il n'est plus possible de savoir réellement le niveau de subvention publique dont bénéficie un titre en particulier* » (par exemple l'aide postale).

Le contribuable patriote sera heureux d'apprendre que les journaux qui crachent le plus sur la France sont aussi les plus aidés par l'État (L'Humanité, Libération, Le Monde...). Soulignons le fait qu'en Allemagne, Espagne, Royaume-Uni et Suisse, la presse ne bénéficie d'aucune aide directe.

Il y a aussi le financement d'innombrables « *Comités Théodule* » : *Conseil économique social et environnemental, Conseil stratégique de la dépense publique, Observatoire des contreparties, Conseil de l'attractivité, Conseil de simplification, Observatoire national de la politique de la ville* sans oublier les fantastiques *Comité de l'environnement polaire, Comité national du calcul intensif* ou encore le *Comité national pour l'initiative française pour les récifs coralliens* etc. Il y en a près de 650 en France (11)

Et pour se préparer à la facture des Jeux Olympiques de Paris de 2024, on avance un coût de **+6 milliards €**. Mais selon l'économiste Alexandre Delaigue, « on arriverait à **18 milliards €** de coût global ». (12)

En conclusion, en mettant de l'ordre dans toute cette gabegie, il ne serait pas impossible à l'État de faire de grosses, de très grosses économies. Mais pour cela, il faudrait de la volonté et savoir fixer les réelles priorités.

En attendant, chers gogo-contribuables, si vous n'êtes pas contents, prenez le métro d'Abidjan !

Frontalier74

1. [La Tribune](#)
2. [Jeune Afrique](#)
3. [LCI.fr](#)

4. [Les Echos.fr](#)
5. [Le Monde](#)
6. [Wikipédia](#)
7. [Le Figaro](#)
8. [Europe1.fr](#)
9. [Le Figaro](#)
10. [Ministère de la Culture](#); [Contribuables.org](#);
[agoravox.fr](#) ; [DroitFinances.com](#) etc.
11. [Le Figaro](#)
12. [La Voix du Nord](#)